

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CANTONALE DE GENEVE (France) SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 50.000.000 euros
Siège social à LYON (69001) – 20, Place Louis Pradel
391 853 504 RCS LYON

Partie A. — Comptes sociaux de l'exercice au 31 décembre 2025

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 24 Avril 2026

I. — Bilan (En K€)

BILAN ACTIF

En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Caisses, banques centrales	30 386	33 874	-3 488
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit :	5 787	12 751	-6 964
- à vue	5 787	12 751	-6 964
- à terme	0	0	0
Créances sur la clientèle :	937 733	931 183	6 550
- Créances commerciales	0	0	0
- Autres concours à la clientèle*	937 536	930 815	6 721
- Comptes ordinaires débiteurs	197	368	-171
Affacturage	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Promotion immobilière	0	0	0
Participation et activité de portefeuille	11 549	8 603	2 946
Parts dans les entreprises liées	0	0	0
Opérations de crédit-bail	0	0	0
Immobilisations incorporelles	1 027	1 469	-442
Immobilisations corporelles	1 290	1 513	-223
Capital souscrit non versé	0	0	0
Actions propres	0	0	0
Autres actifs	1 026	1 812	-786
Comptes de régularisation	897	754	143
TOTAL ACTIF	989 695	991 959	-2 264

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2025 : 2 274 k€ conformément au règlement ANC 2014-07.
(2 368 k€ en 2024)

BILAN PASSIF

En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit :	740 929	739 243	1 686
- à vue	629	895	-266
- à terme	740 300	738 348	1 952
Comptes ordinaires de la clientèle :	94 785	105 402	-10 617
Comptes d'épargne à régime spécial :	0	0	0
- à vue	0	0	0
- à terme	0	0	0
Autres dettes	94 785	105 402	-10 617
- à vue	42 829	42 833	-4
- à terme	51 956	62 569	-10 613
Dettes représentées par un titre :	0	0	0
- bons de caisse			0
- titres de créances négociables			0
- emprunts obligataires			0
- autres dettes représentées par un titre			0
Autres passifs	6 239	5 690	549
Comptes de régularisation*	4 301	5 261	-960
Provisions pour risques et charges	575	644	-69
Provisions réglementées			0
Subvention d'investissement			0
Dépôt de garantie à caractère mutuel			0
Fonds pour risques bancaires généraux			0
Dettes subordonnées	20 000	20 003	-3
Capital souscrit	50 000	50 000	0
Prime d'émission			0
Réserves	64 950	57 651	7 299
Ecart de réévaluation			0
Report à nouveau	0	0	0
Résultat	7 916	8 065	-149
TOTAL PASSIF	989 695	991 959	-2 264

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2025 : 2 274 k€ conformément au règlement ANC 2014-07.
(2 368 k€ en 2024)

II. — Compte de résultat

Compte de résultat (1/2)

En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Intérêts et produits assimilés :	44 458	52 582	-8 124
- sur opérations avec les Ets de crédit	493	1 219	-726
- sur opérations avec la clientèle*	43 965	51 363	-7 398
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et produits assimilés	0	0	0
Intérêts et charges assimilées :	-18 702	-27 133	8 431
- sur opérations avec les Ets de crédit	-18 099	-25 777	7 678
- sur opérations avec la clientèle	-603	-1 356	753
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et charges assimilées	0	0	0
Produits sur opérations de crédit-bail	0	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail	0	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	0	0
Charges sur opérations de location simple	0	0	0
Revenus de titres à revenu variable	1 296	1 675	-379
Commissions (produits)*	2 908	2 820	88
Commissions (charges)	-189	-156	-33
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Gains sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Autres produits d'exploitation :	649	349	300
- bancaire	0	0	0
- non bancaire	649	349	300
Autres charges d'exploitation :	0	0	0
- bancaire	0	0	0
- non bancaire	0	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	30 420	30 137	283

*Reclassement des commissions étables en 2025 : 1 284 k€ conformément à l'ANC 2014-07

Compte de résultat (2/2)

En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Charges générales d'exploitation	-17 881	-17 657	-224
- frais de personnel	-10 253	-9 881	-372
- autres frais administratifs	-7 628	-7 776	148
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-1 023	-1 011	-12
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 516	11 469	47
Cout du risque	-1 291	-821	-470
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 225	10 648	-423
Quote-part des sociétés M.E.E	0	0	0
Gains sur actifs immobilisés	0	0	0
Pertes sur actifs immobilisés	0	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	10 225	10 648	-423
Produits exceptionnels	0	6	-6
Charges exceptionnelles	0	-45	45
Impôt sur les bénéfices	-2 309	-2 544	235
RESULTAT NET	7 916	8 065	-149
Résultat par action	7,92	8,07	-0,15

Hors-Bilan

ENGAGEMENTS DONNES			
En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Engagements de financement :	94 664	97 021	-2 357
- en faveurs d'établissements de crédit	0	0	0
- en faveurs de la clientèle	94 664	97 021	-2 357
Engagements de garantie :	18 405	24 345	-5 940

- d'ordre d'établissements de crédit	0	0	0
- d'ordre de la clientèle (dont engagements douteux)	18 405	24 345	-5 940
Engagements sur titres	0	0	0
- titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	0	0	0
- autres engagements donnés	0	0	0
	113 069	121 366	-8 297

ENGAGEMENTS RECUS			
En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Engagements de financement :	172 836	184 787	-11 951
- reçus d'établissements de crédit	172 836	184 787	-11 951
Engagements de garantie :	926 354	524 236	402 118
- reçus d'établissements de crédit	2 376	3 257	-881
- reçus de la clientèle*	923 978	520 979	402 999
Engagements sur titres :	0	0	0
- titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0	0
- autres engagements reçus	0	0	0
	1 099 190	709 023	390 167

* Dont garanties hypothécaires déclarés à ACPR (11/2025) : 772 997 keur et des garanties PGE (12/2025) pour 1 182 Keur

III. — Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Directoire et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025, s'élevant à la somme de 7 916 488,93 euros, de la manière suivante :

Réserve légale	395 824,45 €
Autres réserves	6 768 598,04 €
Report à nouveau	0 €
Dividendes 10%	752 066,45 €
Total égal au bénéfice	7 916 488,93 €

Le dividende d'un montant de 752 066,45 euros est mis en paiement à compter de ce jour à raison de 0,75 euros par action.

Les revenus et gains du capital perçus par les personnes physiques (pour l'essentiel, dividendes d'actions ou coupons d'obligations, mais aussi jetons de présence et autres rémunérations alloués aux membres du Conseil d'administration ou du Conseil de surveillance des sociétés anonymes ou intérêts rémunérant les comptes courants d'associé), auparavant taxés selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu (IR), sont soumis depuis 2018, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU, aussi appelé « flat tax ») de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, ce qui se traduit par une taxation globale de 30 %.

Le PFU s'applique de plein droit sauf si le contribuable décide de soumettre ses revenus mobiliers au barème progressif.

Cette option, expresse et irrévocable, est globale (elle porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU). Elle doit être exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les dividendes mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
31/12/2024	0,75 €	- €	752 066,45 €
31/12/2023	0,91 €	- €	909 961,86 €
31/12/2022	0,97 €	- €	968 549,09 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes sociaux.

I. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Méthodes comptables et de présentation des comptes

Les comptes annuels de la Banque Cantonale de Genève (France) SA sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

A la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de résolution, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a modifié la comptabilisation de ses dossiers sous-participés, et par conséquent, la présentation de ses états financiers, conformément à l'article 531.1.4 du PCG et au paragraphe 1.1 de l'avis 97-06 du CNC. En s'appuyant sur l'article 5.2 du règlement n°91-01 du CRB, relatif aux « opérations consortiales », la Banque Cantonale de Genève (France) S.A comptabilise à l'actif du bilan (et du hors bilan) le montant brut du concours accordé au client (débit) et, affecté d'un signe négatif (crédit), le montant en sous-participation silencieuse. Le détail apparaît en NOTE V- 6.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

NOTE I n° 1 Créances des établissements de crédit et engagements par signature :

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées par durée initiale ou par la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme des établissements de crédit.
- Les comptes ordinaires

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan, correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garanties qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

NOTE I n° 2 Créances sur la clientèle :

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

La Banque Cantonale de Genève (France) S.A appliqué le règlement du CRC 2002-03 du 12 décembre 2002 sur le risque de crédit, depuis le 1^{er} janvier 2003. Ce dernier a notamment pour conséquence la création de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

Conformément aux dispositions réglementaires applicables dans le cadre des accords de Bâle, La Banque Cantonale de Genève (France) SA utilise l'approche standard du risque de crédit. A cet effet, elle retient les pondérations de la Banque de France pour calculer son risque ajusté.

La Banque Cantonale de Genève (France) utilise principalement les contrats d'assurance-vie comme réducteurs de risque. Elle distingue notamment la part en actif général de celle en unité de compte, auxquelles sont associées des pondérations spécifiques. La pondération de la part en actif général dépend de la cotation de l'assureur, tandis que la pondération associée aux unités de compte est estimée comme une exposition sur l'OPCVM selon une méthode de risque moyen.

Cette même méthode est retenue pour évaluer la pondération des portefeuilles sous mandat profilés.

La valorisation de l'ensemble des actifs est effectuée selon une fréquence trimestrielle.

a) Créances saines :

Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou une partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions.

a-1) Créances restructurées :

La Banque Cantonale de Genève (France) SA définit les créances restructurées comme étant les créances détenues auprès des contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- Les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité.
- Les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause ou report d'échéance).

b) Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur les acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits).
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA distingue les encours douteux compromis et encours douteux non compromis.

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû, plus intérêts échus et non échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites dans la rubrique « créances douteuses ».

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat, destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

En outre, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, conformément aux normes fixées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel, provisionne à 100% les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses.

b.1) Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont des créances douteuses qui ne répondent pas à la notion de créances douteuses compromises.

b.2) Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification des encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours compromis douteux.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromises, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

En matière de compromis douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a choisi de provisionner également à 100% les intérêts courus échus et non échus.

c) Dépréciation au titre du risque de crédit avéré :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque Cantonale de Genève (France) SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leur coût de réalisation.

d) Traitement comptable des décotes et dépréciations :

Les dotations et reprises de dépréciations pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

e) Passage en perte :

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, le détermine avec sa direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

NOTE I n°3 Actions et autres titres à revenus variables :

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement C.R.B 90-01 modifié notamment par les règlements C.R.C 2005-01, 2008-07 et 2008-17 ainsi que par le règlement C.R.C 2002-03 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (bons du trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (autres titres de créances négociables et titres de marché interbancaires), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Les principes comptables adoptés pour ces catégories de titres sont les suivants :

a) Titres de transaction :

Ce sont des titres qui, à l'origine sont acquis avec l'intention de les revendre.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « solde des opérations des portefeuilles de négociation »

b) Titres de placement :

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

b.1) Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupons courus à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe »

b.2) Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividende attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique : « revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et fonds commun de placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne et d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente.

Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte leur risque de contrepartie sont comptabilisées en coût du risque.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « solde des opérations de portefeuille de placement et assimilées » du compte de résultat.

c) Titres d'investissement :

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque cantonale de Genève (France) SA dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer à les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie du titre.

Il n'est constitué de dépréciation des titres d'investissement que si leur valeur de marché est inférieure au prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre de l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-03 sur le risque de crédit.

Elle est enregistrée dans la rubrique : « Coût du risque ».

En cas de cession de titre d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titre pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titre d'investissement des titres antérieurement acquis et des titres à acquérir conformément au règlement CRC 2005-01, hors exception prévu par ce texte et par le CRC 2008-17.

d) Titres de l'activité de portefeuille :

Conformément à l'avis 00.09 du Conseil National de la Comptabilité, et à l'instruction 2000-12 de l'Autorité de contrôle prudentiel, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer à sa gestion opérationnelle".

Les titres d'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation des plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique : « soldes des opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA ne détient pas de titres susceptibles de répondre à cette définition au 31/12/2025.

e) Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé pour leur prix d'acquisition frais inclus. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Ces moins-values latentes sont l'objet de dépréciation sans compensation des plus-values latentes. La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention.

Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relative à ces titres sont enregistrées sous la rubrique : « résultat net sur les actifs immobilisés ».

NOTE I n° 4 Immobilisations :

La Banque Cantonale de Genève (France) S.A. applique le règlement du CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Par conséquent, la Banque Cantonale de Genève (France) SA applique à ce titre la méthode de comptabilisation des actifs par composants, conformément aux dispositions de ce règlement, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle.

En application du CRC 2004-06, le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directes ou indirectes à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

a) Immobilisations incorporelles :

Les frais d'établissement et les logiciels acquis sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

BCGEF a initié en 2019 un projet de développement global de Service Bancaire Quotidien auprès de ces clients.

Ce projet s'inscrit dans un axe de déploiement plus général de service auprès de sa clientèle Corporate et Retail.

L'ensemble de ces coûts respectent les critères de comptabilisation des coûts de développement, tels que définis par la réglementation comptable.

Cet actif est composé de plusieurs lots :

- Le 1^{er} et le second lot représentent un montant de 3 261 k€ et ils sont amortis sur une durée de 5 ans à partir du 15/11/2021 pour une date de fin au 15/11/2026.

- Le 3^{ème} lot représente un montant de 129 k€, il est composé de 2 actifs :

Un actif pour un montant de 117 K€, il est amorti sur une durée de 51 mois pour une date de fin au 15/11/2026

Un actif pour un montant de 12 K€, il est amorti sur une durée de 44 mois pour une date de fin au 15/11/2026

- Le 4^{ème} lot représente un montant de 85 k€, il est amorti à partir du 05/12/2024 pour une durée de 5 ans à partir du 9/12/2024.

- Le 5^{ème} lot représente un montant de 330 k€, il est amorti à partir du 01/12/2025 pour une durée de 5 ans à partir du 01/12/2025.

b) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations figurent au coût historique. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur les durées suivantes :

Aménagements, installations	10 ans	linéaire
Mobilier	5 ans	linéaire
Matériel de bureau	5 ans	linéaire
Matériel informatique	3 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ou 5 ans	linéaire

NOTE I n° 5 Dettes envers les établissements de crédit à la clientèle :

Les dettes envers les établissements de crédit, et les créances à la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale et la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit
- Comptes ordinaires
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

NOTE I n° 6 Dettes représentées par un titre :

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support :

- Bons de caisse
- Titres de marché interbancaire
- Titres de créance négociable
- Emprunts obligataires à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif : « Dettes subordonnées »

NOTE I n° 7 Provisions :

La Banque Cantonale de Genève (France) SA, applique le règlement du C.R.C 2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et évaluation des provisions rentrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions peuvent comprendre notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

NOTE I n° 8 Charges et produits exceptionnels :

À la suite des règlements « Modernisation des états financiers » n°2022-06 et 2023-03 de l'ANC, la Banque Cantonale de Genève (France) SA n'a pas de charges ni de produits répondant à la nouvelle définition du résultat exceptionnel. Pas de produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

NOTE I n° 9 Impôts sur les bénéfices (charges fiscales) :

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant aux comptes de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3.3%.

NOTE I n° 10 Engagement en matière de retraite, de préretraite :

La Banque Cantonale de Genève (France) SA, applique partiellement à compter du 01 janvier 2013 la recommandation 2013-02 de norme comptable du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires.

Contrairement à cette réglementation, La Banque Cantonale de Genève (France) SA, ne provisionne pas ces engagements de retraites et avantages similaires au motif de sa date de création en juillet 2013 et du nombre de salariés pouvant bénéficier de ces mesures conventionnelles.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des unités de crédits projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspond au droit acquis sur l'exercice, le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

La valeur probable des indemnités à verser a été valorisé à 133 K€.

- Âge limite de départ en retraite : 65 ans
- Taux d'actualisation retenu : 3.96 %
- Taux de rotation des effectifs : 13,87 %
- Taux de revalorisation des salaires : 3.00 %
- Taux de charges sociales utilisé : 65 %

NOTE I n° 11 Engagement en matière de formation :

Depuis le 1 janvier 2015, chaque salarié dispose d'un compte individuel de formation.

NOTE I n° 12 Changements de méthodes comptables :

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

II. INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

NOTE II- n°1 Tableau de ventilation des actions et autres titres à revenus variables :

(En milliers d'euros)

	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissements	Titres de l'activité de portefeuille
Actions et autres titres à revenu variable		0		
Créances rattachées				
TOTAL	0	0	0	0

Le portefeuille de titres de placement a été cédé en septembre 2010.

La Banque Cantonale de Genève France S.A n'est pas exposée de façon directe ou indirecte aux risques souverains, notamment des pays de la zone euro.

NOTE II- n°2 Participations et activités de portefeuille :

(En milliers d'euros)

Informations relatives aux participations	Cie Foncière Franco Suisse	Cie Foncière Whymper	Rhône Saône Courtage	Rhône Saône Léman II
	139, rue Vendôme, 69006 Lyon	139, rue Vendôme, 69006 Lyon	20, Place Louis Pradel, 69001 Lyon	20, Place Louis Pradel, 69001 Lyon
Capital Social	2 088	450	10	10
Réserves et reports à nouveau avant affectation des résultats	14 564	-82	6	0
Quote-part du capital détenu (en %)	33,33%	33,33%	100%	100%
Valeur comptable des titres détenus	663	150	10	10
Prêts et avances consentis non remboursés	0	0	0	0
Montant des engagements donnés par la société	0	0	0	0
Chiffres d'affaires H.T. du dernier exercice	0	0	0	0
Résultat du dernier exercice	5 908	-126	-6	0
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	1 296	0	0	0

NOTE II- n°3 Immobilisations :

(En milliers d'euros)

En milliers €	Valeur brute début exercice	Transferts & mouvements	Valeur brute fin d'exercice	Amort. Début d'exercice	Dotations aux Amort.	Diminutions aux amort. Aux éléments cédés	Cumul amort. Fin d'exercice	Valeur nette fin d'exercice
Immobilisations incorporelles								
Frais établissements	0	0	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	1 340	-256	1 084	1 308	8	-242	1 084	0
SBQ Lot 1 + Lot 2	3 261	0	3 261	2 039	652	0	2 691	570
SBQ Lot 3	129	0	129	70	31	0	101	28
SBQ Lot 4	85	0	85	1	17	0	18	67
SBQ Lot 5	0	330	330	0	6	0	6	324
Autres immob. en cours	82	-44	38	0	0	0	0	38
Total Immob. incorporelles	4 897	30	4 927	3 428	714	-242	3 900	1 027
Immobilisations corporelles								
Agencement, aménagement	2 198	-167	2 031	922	183	-173	932	1 099
Matériel de bureau & informatique	1 270	-101	1 169	1 164	57	-123	1 098	71
Matériel de transports	428	25	453	300	70	-34	336	117
Autre immob. Corporelle	3	0	3	0	0	0	0	3
Autre immob. Corporelle en cours	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immob. corporelles	3 899	-243	3 656	2 386	310	-330	2 366	1 290
Immobilisations financières								
Participation et activité de portefeuille	8 603	2 946	11 549	0	0	0	0	11 549
Total Immob. financière	8 063	2 946	11 549	0	0	0	0	11 549

NOTE II- n°4 Ventilation et détails des autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'euros)

Autres actifs	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Créances sociales et fiscales	14	844	-830
Stés du groupe (C.F.F.S, R. Saône Courtage, R. Saône Léman 2)	16	9	7
Autres débiteurs	996	959	37
	1 026	1 812	-786
<i>Dont entreprises liées</i>	16	55	-39
Autres Passifs	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Fournisseurs, fournisseurs d'immobilisations & BPI	325	341	-16
Dettes sociales et fiscales	1 651	1 432	219
Compte courant Stés du groupe	30	6	24
Créditeurs divers	557	235	322
Gages espèces	3 676	3 676	0
	6 239	5 690	549
<i>Dont entreprises liées</i>	3 805	3 715	90

NOTE II- n°5 Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)

Comptes de régularisation actifs	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Charges constatées d'avance	355	293	62
Produits à recevoir	109	157	-48
Comptes de régularisation divers	433	304	129
	897	754	143
<i>Dont entreprises liées</i>	0	0	0
Comptes de régularisation Passifs	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Produits constatés d'avance*	0	0	0
Charges à payer	2 089	2 121	-32
Comptes de régularisation divers	2 212	3 140	-928
	4 301	5 261	-960
<i>Dont entreprises liées</i>	0	0	0

** Etalement des commissions frais de dossier reclassé en créances à la clientèle pour un montant de 1 284 k€ en 2025 conformément à l'ANC 2014-07.*

NOTE II- n°6 Ventilation de certains actifs/passifs selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'euros)

ACTIF

Poste de l'actif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Total au 31/12/2025	Total au 31/12/2024
<u>Créances sur les établ. de crédits</u>						
- à vue	5 787				5 787	12 751
- à terme	0	0	0	0	0	0
- Créances rattachées	0				0	0
	5 787	0	0	0	5 787	12 751
<i>Dont entreprises liées</i>	0				0	0
<u>Crédits à la clientèle nets s/participation</u>						
- Autres concours à la clientèle*	123 076	143 028	434 120	245 381	945 605	941 446
- Créances rattachées	2 841				2 841	3 419
- Etalement des commissions (1)	-2 274				-2 274	-2 368
- Provisions**	-8 439				-8 439	-11 315
	115 204	143 028	434 120	245 381	937 733	931 182
<i>Dont entreprises liées</i>	1 638	0	0	0	1 638	1 944

(1) conformément à l'ANC 2014-07

	31/12/2025	31/12/2024	Variation en %
*dont créances douteuses non compromises (29 lxxx)	24 152	27 054	-11%
*dont créances douteuses compromises	851	1 602	-47%
	25 003	28 656	-22%
**dont provisions sur créances douteuses non compromises (299xxx)	-7 586	-9 843	-23%
**dont provisions sur créances douteuses compromises	-851	-1 472	-42%
	-8 437	-11 315	-34%

PASSIF

Poste du Passif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Total au 31/12/2025	Total au 31/12/2024
<u>Dettes envers les établissements de crédits</u>						
- Comptes ordinaires créditeurs*	0	0	0	0	0	0
- Comptes à terme	0	0	0	0	0	10 000
- Emprunts à terme**	5 165	20 568	185 131	529 436	740 300	728 348
- Dettes rattachées sur emprunts***	629	0	0	0	629	895
	5 794	20 568	185 131	529 436	740 929	739 243
<i>* dont comptes envers entreprises liées</i>	0	0	0	0	0	0
<i>** dont emprunts envers entreprises liées</i>	5 165	20 568	185 131	529 436	740 300	728 348
<i>*** dont dettes envers entreprises liées</i>	629	0	0	0	629	894
<u>Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle</u>						

- Autres dettes à vue	42 731	0	0	0	42 731	42 535
- Autres dettes à terme	27 711	21 885	2 360	0	51 956	62 569
- Dettes rattachées	98	0	0	0	98	298
	70 540	21 885	2 360	0	94 785	105 402
<i>Dont entreprises liées</i>	2 024	0	0	0	2 024	7 781

NOTE II- n°7 Dettes subordonnées :

Pour mieux favoriser son essor et tenir dûment compte des normes réglementaires plus restrictives en matière de contrôle de grands risques, à compter du 1^{er} janvier 1999, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis, dans le courant du dernier trimestre 1998, un emprunt subordonné de 7 622 milliers d'euros, entièrement souscrit par sa maison mère, remboursé en date du 27/10/2004.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 10 500 milliers d'euros à échéance du 27/06/2017.

Cet emprunt subordonné a été renégocié une première fois le 31 mai 2012, pour son montant, à échéance 27 juin 2022 puis il a été remboursé le 21 juin 2017.

Le 21 juin 2017, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis un nouvel emprunt subordonné de 10 500 milliers euros, à échéance 21 juin 2027. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA

Cet emprunt subordonné a été remboursé par anticipation le 30/03/2023

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 20 000 milliers d'euros à échéance du 30/03/2033. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA

Au titre de l'article 4.d du règlement n°90-02 du C.R.B.F, cet emprunt subordonné est pris en compte dans les fonds propres prudentiels de la banque.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA se réserve, en tout temps, la prérogative de pouvoir convertir tout ou partie du montant de l'emprunt subordonné souscrit par elle-même, sous la forme de quote-part à une augmentation du capital social.

NOTE II- n°8 Capitaux propres :

Le capital de la Banque Cantonale de Genève (France) SA est détenu pour 100% par la Banque Cantonale de Genève.

NOTE II- n°9 Variation des capitaux propres :

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2024	Affectation du bénéfice 2024	Distribution de dividendes	Autres variations 2025	Solde au 31/12/2025
Capital*	50 000			0	50 000
Prime d'émission					0
Prime d'apport					0
Réserve légale	3 479	403			3 882
Réserves réglementées					0
Autres réserves	54 171	6 897		0	61 068
Report à nouveau	0			0	0
Résultat	8 065	-7 300	-765	7 916	7 916
	115 715	0	-765	7 916	122 866

* Le capital social est composé de 1.000.000 actions de 50€.

NOTE II- n°10 Provision pour risques et charges :

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde au 31/12/2025
Provisions pour risques et charges	644	10	-79	575

NOTE II- n°11 Ventilation impôt société :

(En milliers d'euros)	2025	2024
impôt société sur résultat d'exploitation	2 307	2 186
impôt société sur résultat exceptionnel	0	11
Total impôt société	2 307	2 197

III. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**NOTE III- n°1 Intérêts et produits assimilés :**

(En milliers d'euros)

Intérêts et produits assimilés	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts sur compte de la Banque de France	467	1 067
Intérêts sur comptes et emprunts BCGE	16	114
Intérêts sur autres comptes (Natixis, Société Générale, ...)	10	38
Sur opérations avec les établissements de crédits	493	1 219
Intérêts sur encours crédits sains	38 440	46 487
Indemnisation remboursement anticipé	536	13
Intérêts sur avance en compte courant CFFS, CFW et RSL2	454	332

Intérêts sur compte ordinaire débiteur Arkéa	-4	1
Intérêts sur encours crédits douteux	1 034	2 087
Provisionnement des intérêts	301	-467
Étalement des commissions*	1 152	1 105
Produits sur engagement hors bilan	2 052	1 805
Sur opérations avec la clientèle	43 965	51 363
Total des intérêts et produits assimilés	44 458	52 582
<i>Dont entreprises liées</i>	454	446

* Reclassement conformément à l'ANC 2014-07

NOTE III- n°2 Intérêts et charges assimilées :

(En milliers d'euros)

Intérêts et charges assimilées	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts & frais sur comptes	28	35
Intérêts & indemnités sur remboursement anticipé	0	0
Intérêts sur emprunts & comptes à terme	17 305	24 683
Intérêts sur dette subordonnée	766	1 059
Sur opérations avec les établissements de crédits	18 099	25 777
Intérêts sur comptes à terme placement client	603	1 356
Sur opérations avec la clientèle	603	1 356
Total des intérêts et charges assimilées	18 702	27 133
<i>Dont entreprises liées</i>	18 026	25 377

NOTE III- n°3 Commissions :

(En milliers d'euros)

	2025		2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Commissions sur opérations interbancaires	47		34	
Commissions sur opérations de services financiers	142	2 182	122	2 384
Commissions sur opérations avec la clientèle*		726		436
Total	189	2 908	156	2 820
<i>Dont entreprises liées</i>	81	0	94	0

* L'application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 a donné lieu à la comptabilisation d'un retraitement.

L'impact de l'étalement des produits de commissions est de 1 284 k€ pour 2025.

NOTE III- n°4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'euros)

	2025		2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Autres charges ou produits		0		0
Transfert de charges		0		28
Charges refacturées P.N.B		0		0
Charges refacturées non P.N.B		322		250
Production immobilisée SBQ		327		71
Total	0	649	0	349
<i>Dont entreprises liées</i>	0	236	0	206

NOTE III- n°5 Frais de personnel :

(En milliers d'euros)

Frais de personnel	2025	2024
Salaires et traitements	5 690	5 565
Charges de retraite	0	0
Autres charges sociales	3 458	3 161
Impôts et taxes sur rémunérations	873	810
Participation (y compris forfait social)	301	266

Autres	-69	79
Total	10 253	9 881
Dont entreprises liées	0	0

NOTE III- n° 6 Autres frais administratifs :

(En milliers d'euros)

Autres frais administratifs	2025	2024
Autres impôts et taxes	297	416
Redevances et locations	959	995
Commissions d'intermédiaires	0	0
Audit interne et services fournis par BCGE	118	173
Sous-traitance informatiques	3 965	3 898
Assurances	67	67
Marketing et communication	606	564
Télécom et communication	98	108
Honoraires	570	509
Formations et cotisations	136	155
Frais d'actes et de contentieux	107	49
Recrutements et personnels intérimaires	53	116
Autres frais	652	726
Total	7 628	7 776
Dont entreprises liées	118	173

NOTE III- n°7 Coût du risque :

(En milliers d'euros)

	Dotations et pertes de l'exercice	Reprises provisions utilisées de l'exercice	Reprise provisions non utilisées de l'exercice	Récupération sur créances totalement amorties	Solde au 31/12/2025
Coût du risque	-5 538	3 575	634	38	-1 291
Total	-5 538	3 575	634	38	-1291

	Solde au 31/12/2024	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde au 31/12/2025
Dépréciations pour le risque de crédit				
- Sur clients (capital + intérêts)	10 978	2 113	-4 939	8 152
- Actualisation des garanties	338	236	-287	287
Total	11 316	2 349	-5 226	8 439

Détail des pertes couvertes et non couvertes (en milliers d'euros)

	2025	2024
Perte couverte par des provisions	3 875	540
Perte non couverte par des provisions	0	0
	3 875	540

Au 31/12/2025, le coût du risque annualisé est de 0.14 % contre 0.08% au 31/12/2024.

II- n°8 Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)

Néant

NOTE III- n°9 Résultat par action :

(En euros)

	2025	2024
Résultat après impôts	7 916 488,93	8 065 194,98
Nombre d'actions ordinaires existantes	1 000 000	1 000 000
Résultat par action après impôts et dotations aux amortissements et provisions	7,92	8,07

IV. INFORMATIONS RELATIVES AU HORS-BILAN**NOTE IV- n°1 Engagements donnés :**

(En milliers d'euros)

	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Engagement de financement <i>dont entreprises liées</i>	94 664 0	97 021 0	-2 357 0
Engagement de garantie <i>dont entreprises liées</i>	18 405 0	24 345 377	-5 940 -377
Engagement sur titres <i>dont entreprises liées</i>	0 0	0 0	0 0

NOTE IV- n°2 Engagements reçus :

(En milliers d'euros)

	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Engagement de financement <i>dont entreprises liées</i>	172 836 172 836	184 787 184 787	-11 951 -11 951
Engagement de garantie <i>dont entreprises liées</i>	926 354 33	524 236 33	402 118 0
Engagement sur titres <i>dont entreprises liées</i>	0 0	0 0	0 0

V. AUTRES INFORMATIONS**NOTE V-n°1 Effectif du personnel en activité :**

	2025	2024
Effectif*	81	83
- dont cadres	53	54
- dont non-cadres	28	29

*hors apprentis et CDD de remplacement

NOTE V-n°2 Jetons de présence :

Au titre de l'année 2025, le montant de jetons de présence versé s'élève 45 800 €.

NOTE V-n°3 Consolidation :

Les comptes de la Banque Cantonale de Genève (France) SA sont consolidés par sa maison mère, la Banque Cantonale de Genève.

NOTE V-n°4 Faits significatifs de l'exercice :

Néant

NOTE V-n°5 Evénements postérieurs à la clôture :

Le conflit en Iran / Moyen-Orient n'a pas d'impact sur les activités de la Banque Cantonale de Genève France S.A.

NOTE V-n°6 Sous-participations :

(En milliers d'euros)

Encours sous participés	31/12/2025	31/12/2024	Variation en Keur	Variation en %
Encours sains	613 088	584 345	28 742	5%
Encours directs BCGEF	129 816	137 434	-7 618	-6%
S/P BCGE Genève	469 546	424 964	44 581	10%
S/P Autres Partenaires	13 726	21 947	-8 221	-37%
Encours douteux	17 717	21 523	-3 806	-18%
Encours directs BCGEF	6 012	7 710	-1 698	-22%
S/P BCGE Genève	11 705	13 813	-2 108	-15%
S/P Autres Partenaires	0	0	0	0%

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCE SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans la note 12 « Changements de méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation des prêts (immobiliers et entreprises)

Risque identifié	Notre réponse
Voir notes I n°2.2.3 de l'annexe aux comptes annuels	
Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose Banque Cantonale de Genève France SA à une perte potentielle si son client se trouve dans l'incapacité éventuelle de faire face à ses engagements financiers. Banque Cantonale de Genève France SA constitue ainsi des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Banque Cantonale de Genève France SA a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles, qui sont évaluées à dire d'expert, en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés, comme indiqué en note I n°2 de l'annexe aux comptes annuels. Les crédits comptabilisés au bilan au 31 décembre 2025 s'élèvent à 946,2 millions d'euros, en valeur brute. Les dépréciations individuelles relatives aux encours douteux et contentieux s'élèvent à 8,4 millions d'euros. Le coût du risque sur l'exercice clos au 31 décembre 2025 est une dotation nette de 1,3 millions d'euros. Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle constituait un point clé de l'audit compte tenu des montants en jeu, du niveau de jugement exercé par la direction et nécessaire à leur détermination dans un contexte économique incertain.	Sur la base de notre évaluation du risque, nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de Banque Cantonale de Genève France SA relatif à l'appréciation du risque de crédit et testé les contrôles clés en matière de dépréciations du portefeuille de prêts et créances à la clientèle. Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses retenues par la direction à cet égard. Nos travaux comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">l'appréciation du dispositif de revue en place par Banque Cantonale de Genève en France en ce qui concerne la dépréciation des crédits ; la revue des comités de crédits afin de s'assurer que le processus fait l'objet d'une supervision appropriée par la gouvernance ;sur la base d'un échantillon de prêts, la réalisation de tests substantifs relatifs à l'évaluation des dépréciations nettes des garanties, le cas échéant, et à l'obtention de la documentation sous-tendant le jugement de la direction ;la vérification pour les encours des prêts des rapprochements entre les éléments de gestion et la comptabilité. Nous avons également examiné les informations publiées en annexe aux comptes relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 et L.22-10-10 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCE SA par vos assemblées générales, du 31 mai 2006 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 25 avril 2025 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 20ème année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 1ère année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ; il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Marseille et Paris-La Défense, le 8 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

Frank VANHAL

Anne-Elisabeth PANNIER

Partie B. — Comptes consolidés de l'exercice au 31 décembre 2025 Bilan, Hors bilan, et Compte de résultat

I. — Bilan au 31/12/2025

BILAN CONSOLIDE ACTIF

EN K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation	
Caisses, banques centrales, CCP	30 386	33 874	-	3 488
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit :	8 044	16 173	-	8 129
- à vue	8 044	16 173	-	8 129

- à terme	-	-	-
Créances sur la clientèle :	937 810	932 258	5 552
- créances commerciales	624	1 724	- 1 100
- autres concours à la clientèle *	936 991	930 166	6 825
- comptes ordinaires débiteurs	195	368	- 173
Affacturage	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Promotion immobilière	54 226	40 990	13 236
Participations et activité de portefeuille	5 100	5 574	- 474
Parts dans les entreprises liées	-	-	-
Opérations de crédit-bail	-	-	-
Location simple	-	-	-
Immobilisations incorporelles	1 044	1 486	- 442
Immobilisations corporelles	12 824	17 999	- 5 175
Capital souscrit non versé	-	-	-
Actions propres	-	-	-
Autres actifs	3 706	5 228	- 1 522
Impôts différés Actif	1 755	1 410	345
Comptes de régularisation	916	813	103
TOTAL ACTIF	1 055 811	1 055 805	6

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2025 : 2 274 K€ conformément au règlement ANC 2014-07 (2 368 K€ en 2024).

BILAN CONSOLIDE PASSIF

EN K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit :	786 323	781 972	4 351
- à vue	630	895	- 265
- à terme	785 693	781 077	4 616
Comptes ordinaires de la clientèle	101 683	109 176	- 7 493
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-
- à vue	-	-	-
- à terme	-	-	-
Autres dettes	101 683	109 176	- 7 493
- à vue	42 146	40 223	1 923
- à terme	59 537	68 953	- 9 416
Dettes représentées par un titre :	-	-	-
- bons de caisse	-	-	-
- titres de créances négociables	-	-	-
- emprunts obligataires	-	-	-
- autres dettes représentées par un titre	-	-	-
Autres passifs	10 294	11 615	- 1 321
Impôts différés Passif	1 021	996	25
Comptes de régularisation *	5 818	6 895	- 1 077
Provisions pour risques & charges	744	2 055	- 1 311
Ecart d'acquisition	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	-
Dettes subordonnées	20 000	20 003	- 3
Capitaux propres - part du Groupe	129 790	122 700	7 090
Capital souscrit	50 000	50 000	-
Prime d'émission	-	-	-
Réserves consolidées	72 778	65 669	7 109
Ecart de réévaluation	-	-	-
Report à nouveau	- 845	- 496	- 349
Résultat	7 857	7 527	330
Intérêts minoritaires	138	393	- 255
Réserve	192	180	12
Résultat	- 54	213	- 267
TOTAL PASSIF	1 055 811	1 055 805	6

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2025 : 2 274 K€ conformément au règlement ANC 2014-07 (2 368 K€ en 2024).

HORS-BILAN CONSOLIDE AU 31 /12/2025

ENGAGEMENTS RECUS

En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Engagement de financement	172 836	184 787	-11 951

<i>dont entreprises liées</i>	172 836	184 787	-11 951
Engagement de garantie	926 354	524 236	402 118
<i>dont entreprises liées</i>	33	33	0
Engagement sur titres	0	0	0
<i>dont entreprises liées</i>	0	0	0
	1 099 190	709 023	390 167

ENGAGEMENTS DONNES			
En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Engagement de financement	94 664	97 021	-2 357
<i>dont entreprises liées</i>	0	0	0
Engagement de garantie	18 405	24 345	-5 940
<i>dont entreprises liées</i>	0	377	-377
Engagement sur titres	0	0	0
<i>dont entreprises liées</i>	0	0	0
	113 069	121 366	-8 297

II. — Compte de Résultat du 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (1/2)

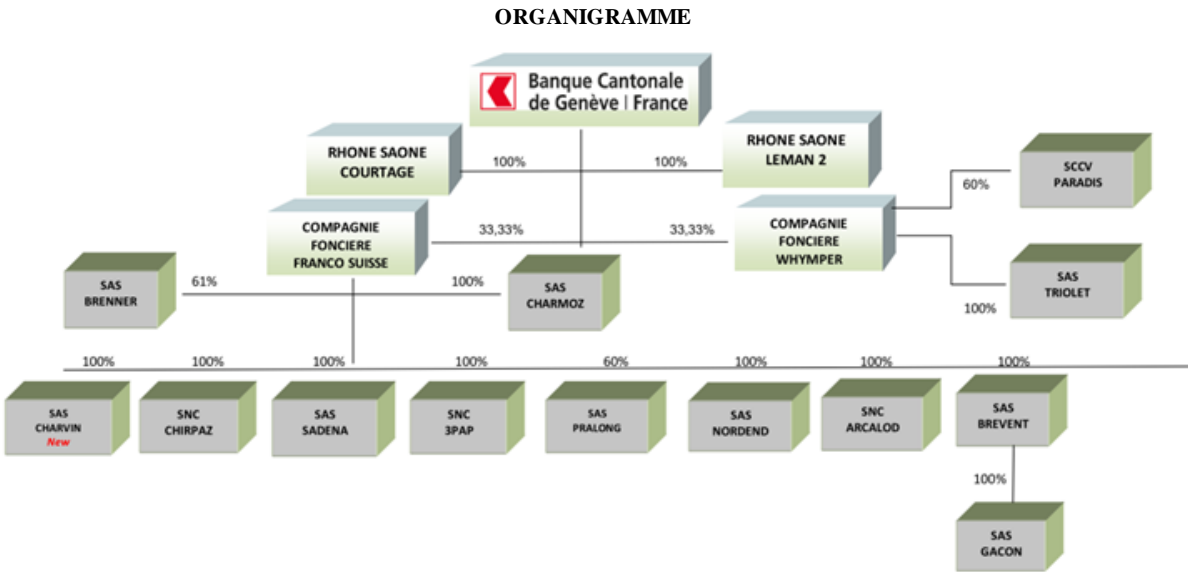
En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Intérêts et produits assimilés:	44 118	52 472	-8 354
- sur opérations avec les Ets de crédit	493	1 219	-726
- sur opérations avec la clientèle *	43 594	51 155	-7 561
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et produits assimilés	31	98	-67
Intérêts et charges assimilés :	-19 962	-28 262	8 300
- sur opérations avec les Ets de crédit	-18 099	-25 777	7 678
- sur opérations avec la clientèle	-603	-1 334	731
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et charges assimilés	-1 260	-1 151	-109
Produits sur opérations de crédit bail	0	0	0
Charges sur opérations de crédit bail	0	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	0	0
Charges sur opérations de location simple	0	0	0
Revenus de titres à revenu variable	50	11	39
Commissions (produits)*	2 909	2 820	89
Commissions (charges)	-189	-156	-33
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Gains sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Autres produits d'exploitation :	21 434	20 307	1 127
- bancaire	21 434	20 307	1 127
- non bancaire	0	0	0
Autres charges d'exploitation :	-20 078	-15 982	-4 096
- bancaire	-20 078	-15 982	-4 096
- non bancaire	0	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	28 282	31 210	-2 928

*Reclassement des commissions étables en 2025 : 1 284 K€ conformément à l'ANC 2014-07

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (2/2)

En K€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Charges générales d'exploitation	-18 242	-17 997	-245
- frais de personnel	-10 272	-9 913	-359
- autres frais administratifs	-7 970	-8 084	114
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-2 006	-1 791	-215
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 034	11 422	-3 388
Cout du risque	-1 292	-821	-471
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	6 742	10 601	-3 859
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	0	0	0
Gains sur actifs immobilisés	3 908	0	-3 908
Pertes sur actifs immobilisés	0	0	0

RESULTAT D'EXPLOITATION après dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	10 650	10 601	49
Produits exceptionnels	0	59	-59
Charges exceptionnelles	0	-67	67
Impot sur les bénéfices	-2 847	-2 853	6
Quote part des sociétés M.E.E			
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	7 803	7 740	63
Intérêts minoritaires	-54	213	-267
RESULTAT NET - part Groupe	7 857	7 527	330
Résultat par action	7,86	7,53	
Résultat dilué par action	7,86	7,53	



III. — Annexe aux comptes consolidés

I- INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1.1 - Périmètre au 31 décembre 2025

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE), de la société RHONE SAONE COURTAGE, de la société RHONE SAONE LEMAN II et des deux sous-groupes constitués par : la SAS COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISSE (CFFS) et la SAS COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER (CFW) et les sociétés qu'elles détiennent, sous-groupes sur lesquels la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) exerce un contrôle conjoint avec la société SOGELYM DIXENCE.

Aucune autre filiale de la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) ne présente un caractère suffisamment significatif pour être retenu dans le périmètre de consolidation.

- A noter les changements suivants sur l'exercice 2025 :
- Liquidation de la société URBAN GARDEN en date du 30/09/2025
 - Création de la SAS CHARVIN, immatriculée le 18/09/2025 et détenue à hauteur de 60% par CFFS

Le périmètre de consolidation de la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) est le suivant :

Dénomination	Société - Mère	% de contrôle de la société mère au 31/12/2025	% de contrôle de la BCG au 31/12/2025	% de contrôle de la BCG au 31/12/2024	Méthode de consolidation
BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) SA	-	100%	100%	100%	Intégration globale
RHONE SAONE COURTAGE	BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) SA	100%	100%	100%	Intégration globale
RHONE SAONE LEMAN II	BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) SA	100%	100%	100%	Intégration globale

COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) SA	33,33%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
CHARVIN	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	60%	33,33%	N/A	Intégration Proportionnelle
SNC CHIRPAZ 95	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
SNC 3 PLACE A. PERRIN	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
SADENA	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
URBAN GARDEN	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	N/A	N/A	33,33%	Intégration Proportionnelle
NORDEND	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
ARCALOD	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
PRALONG	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	60%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
BREVENT	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
ALEX GACON	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
BRENNER	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	61%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
CHARMOZ	COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISE	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER	BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) SA	33,33%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
TRIOLET	COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
PARADIS	COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER	60%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle

Les pourcentages de contrôle sont identiques aux pourcentages d'intérêt, hormis CHARVIN, PRALONG, BRENNER et PARADIS où le pourcentage d'intérêt est respectivement de 20%, 20%, 20,3% et 20%.

A - SARL RHÔNE SAÔNE COURTAGE

La SARL Rhône Saône Courtage est une société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69001, 20, place Louis Pradel, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 532 610 656.

Notre société détient 1 000 parts sur les 1 000 parts de 10 euros de valeur nominale composant le capital social de la SARL Rhône Saône Courtage.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) de la SARL RHONE SAONE COURTAGE sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	17
CA	0
Résultat d'exploitation	- 6
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	- 6
Résultat net	- 6

Nous vous rappelons que cette société a pour activité le courtage en opérations immobilières, conseil en matière d'ingénierie patrimoniale, courtage en produits d'assurances et activité de holding.

B - SAS Compagnie Foncière Franco-Suisse

La Compagnie Foncière Franco Suisse est une société par actions simplifiée à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 088 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 407 521 426.

Notre société détient 4 350 actions sur les 13 050 actions de 160 euros de valeur nominale composant le capital social de la Compagnie Foncière Franco-Suisse. Les 8 700 autres actions sont détenues par SOGELYMDIXENCE HOLDING.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 de la Compagnie Foncière Franco-Suisse sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	33 157
CA	0
Résultat d'exploitation	- 355
Résultat financier	8 781
Résultat courant avant impôt	8 426
Résultat net	5 912

Nous vous rappelons que cette société a pour activité l'acquisition, la construction, la gestion, la location, la commercialisation et la vente de tous immeubles.

C - SNC Chirpaz 95

La SNC Chirpaz 95 est une société en nom collectif au capital de 296 250 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 400 778 437.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 19 750 actions sur les 19 750 actions de 15 euros de valeur nominale composant le capital social de la SNC Chirpaz 95.

Les chiffres sociaux au 31 décembre 2025 de la SNC Chirpaz 95 sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	1 260
CA	377
Résultat d'exploitation	145
Résultat financier	- 16
Résultat courant avant impôt	129
Résultat net	129

Nous vous rappelons que cette société a pour activité toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en totalité ou par lots, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de marchand de biens et lotisseur, la location desdits biens et droits immobiliers dans l'attente de leur cession.

D - SNC 3 place Antonin Perrin

La SNC 3 place Antonin Perrin est une société en nom collectif au capital de 750 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 399 894 682.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 50 000 actions sur les 50 000 actions de 15 euros de valeur nominale composant le capital social de la SNC 3 place Antonin Perrin.

Les chiffres sociaux au 31 décembre 2025 de la SNC 3 place Antonin Perrin sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	24 794
CA	5 647
Résultat d'exploitation	12 171
Résultat financier	- 1 617
Résultat courant avant impôt	10 553
Résultat net	10 553

Nous vous rappelons que cette société a pour activité toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en totalité ou par lots, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de marchand de biens et lotisseur, la location desdits biens et droits immobiliers dans l'attente de leur cession.

E - SAS SADENA

La SAS SADENA est une société par actions simplifiée à directoire et conseil de surveillance au capital de 70 218 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 440 326 734.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 747 actions sur les 747 actions de 94 euros de valeur nominale composant le capital social de la SAS SADENA.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/25) de la SAS SADENA sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	205
CA	0
Résultat d'exploitation	- 44
Résultat financier	4
Résultat courant avant impôt	- 40
Résultat net	- 40

Nous vous rappelons que cette société a pour activité le développement et la mise en valeur de ses biens immobiliers.

F - SAS URBAN GARDEN

La SAS URBAN GARDEN est une société par actions simplifiée (société à associé unique) au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 814 949 418.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 8 000 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Urban Garden. Les 2 000 actions restantes sont détenues par la SAS AIRE NOUVELLE.

La SAS URBAN GARDEN est détenue à hauteur de 80% par la SAS Compagnie Foncière Franco-Suisse depuis janvier 2019.

Cette entité a été liquidée en date du 30/09/2025.

G - SAS NORDEND

La SAS NORDEND est une société par actions simplifiée (société à associé unique) au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 832 811 608.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 10 000 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Nordend.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) de la SAS NORDEND sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	204
CA	0
Résultat d'exploitation	68
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	68
Résultat net	68

Nous vous rappelons que cette société a pour activité :

- L'acquisition, la propriété, la rénovation, la location et la gestion de tous biens immobiliers,
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant ou concourant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet et de tous objets similaires ou connexes.

H - SNC ARCALOD

La SNC ARCALOD est une société en nom collectif au capital de 1 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 839 795 796.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 999 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SNC Arcalod. L'action restante est détenue par la société Brevent.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) de la SNC ARCALOD sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	16 504
CA	1 992
Résultat d'exploitation	199
Résultat financier	- 699
Résultat courant avant impôt	- 500
Résultat net	- 500

Cette société a pour activité :

- acquisition et prise à bail de tous terrains et droits immobiliers,
- obtention de tous droits et autorisations d'occupation de tous terrains et ensembles immobiliers dépendant de tous domaines publics ou privés,
- réalisation sur ces sites de toutes opérations de construction et reconstruction d'immeubles (exclusivement par recours à la sous-traitance) en vue de leur vente, en bloc ou par fractions, avant ou après achèvement,
- location éventuelle de ces immeubles avant leur vente.

I - SAS PRALONG

La SAS PRALONG est une société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 850 907 486.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 6 000 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Pralong. Les 4 000 actions restantes sont détenues par la SC PENTA.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	33 093
CA	40
Résultat d'exploitation	- 336
Résultat financier	17
Résultat courant avant impôt	- 318
Résultat net	- 318

Cette société a pour activité :

- acquisition de tous terrains, bâtis ou non bâtis, et généralement de tous biens et droits immobiliers,
- la réhabilitation de bâtiments existants et/ou création, après démolition des bâtiments existants, de toutes constructions nouvelles, en vue de la vente, en bloc ou par fractions, avant ou après achèvement, la location immobilière dans l'attente de la vente.

J - SAS BREVENT

La SAS BREVENT est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 890 582 844.

La société Compagnie Foncière Franco Suisse détient 1 000 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Brevent.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	9 837
CA	0
Résultat d'exploitation	- 6
Résultat financier	- 755
Résultat courant avant impôt	- 761
Résultat net	- 865

Cette société a pour activité l'acquisition, la souscription, la propriété dans toutes ses prérogatives et la gestion de toutes parts et valeurs mobilières de toutes sociétés, entités et groupements, toutes opérations de location immobilière, toutes activités de promotion immobilière, de restructuration immobilière, d'achat et de vente de biens immobiliers.

K - SAS ALEX GACON

La SAS ALEX GACON est une société par actions simplifiée au capital de 456 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 775 647 894.

La SAS BREVENT détient 11 999 actions sur les 12 000 actions de 38 euros de valeur nominale composant le capital social de la SAS Alex Gacon. L'action restante est détenue par la société Compagnie Foncière Franco Suisse.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	20 538
CA	1 429
Résultat d'exploitation	1 396
Résultat financier	- 1 151
Résultat courant avant impôt	245
Résultat net	245

Cette société a pour activité :

- toute opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente d'immeubles et de marchands de biens,
- la création, l'acquisition, l'exploitation, l'organisation, le financement et le contrôle sous toutes ses formes de toutes entreprises ou sociétés et toutes prises de participations,
- l'acquisition, la souscription, la propriété, la gestion et la disposition de toutes actions, parts et valeurs mobilières.

L - SNC RHONE SAONE LEMAN II

La Rhône Saône Léman II, constituée le 24 janvier 2022, est une société en nom collectif au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69001, 20, place Louis Pradel, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 909 545 980.

Notre société détient 9 999 parts sur les 10 000 parts de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SNC Rhône Saône Léman II. L'action restante est détenue par la société Rhône Saône Courtage.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) de la SNC RHONE SAONE LEMAN II sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	3 536
CA	0
Résultat d'exploitation	90
Résultat financier	- 120
Résultat courant avant impôt	- 30
Résultat net	- 30

Cette société a pour activité : toutes les opérations de marchands de biens.

M - SAS BRENNER

Brenner, constituée le 23 mars 2022, est une société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139 rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 911 670 024.

La société CFPS détient 6 100 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Brenner. Les 3 900 actions restantes sont détenues par CEPRAL Participations.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2025) de la SAS Brenner sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	7 375
CA	0
Résultat d'exploitation	- 2
Résultat financier	2
Résultat courant avant impôt	0
Résultat net	0

Cette société a pour activité : l'acquisition de biens et droits immobiliers sis à RILLIEUX-LA-PAPE (Rhône) sections cadastrales CD 134, CD 135, CD 136 et CD 15 ; le développement sur ce site d'un projet de restructuration des bâtiments existants et de réalisation de nouveaux bâtiments ; la vente de ces bâtiments libres ou occupés, en bloc ou par fraction, avant ou après achèvement.

N - SAS COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER

La Compagnie Foncière WHYMPER est une société par actions simplifiée au capital de 450 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 14 avril 2024 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 951 416 874.

Notre société détient 150 000 actions sur les 450 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la Compagnie Foncière WHYMPER. Les 300 000 autres actions sont détenues par SOGELYMDIXENCE HOLDING.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 de la Compagnie Foncière WHYMPER sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	15 619
CA	0
Résultat d'exploitation	- 39
Résultat financier	- 312
Résultat courant avant impôt	- 351
Résultat net	- 351

Nous vous rappelons que cette société a pour activité :

- l'acquisition, la construction, la restructuration, la rénovation, le financement, la gestion, la location, la commercialisation et la vente de tous biens immobiliers,
- la prise de participation, de droits ou d'intérêts dans toutes sociétés existantes ou nouvelles, poursuivant une telle activité.

O - SAS CHARMOZ

CHARMOZ est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 06 mars 2023 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 949 541 916.

La société CFFS détient 1 000 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS CHARMOZ.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 de la société CHARMOZ sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	2 729
CA	0
Résultat d'exploitation	0
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	0
Résultat net après IS	0

Cette société a pour activité :

- toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc, ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente d'immeubles et de marchands de biens ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation, l'organisation, le financement et le contrôle sous toutes formes de toutes entreprises ou sociétés et toutes prises de participation ;
- l'acquisition, la souscription, la propriété, la gestion et la disposition de toutes actions, parts et valeurs mobilières ;
- tous conseils, études et prestations d'ordre industriel, technique, commercial, financier, administratif ou autre ;
- la gestion et la réalisation d'opérations de trésorerie et de placements.

P - SAS TRIOLET

TRIOLET est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 25 novembre 2020 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 891 412 918.

La société CFW détient 1 000 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS TRIOLET.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 de la société TRIOLET sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	45 623
CA	217
Résultat d'exploitation	- 375
Résultat financier	3
Résultat courant avant impôt	- 372
Résultat net après IS	- 372

Cette société a pour activité :

- toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc, ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente (en sous-traitance) et de marchands de biens ;
- holding ;
- conseil, études et prestations d'ordre industriel, technique, commercial, financier, administratifs ou autre.

R – SCCV PARADIS

PARADIS est une société civile de construction vente au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 23 octobre 2024 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 934 493 792.

La société CFW détient 600 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SCCV PARADIS. Les 400 autres actions sont détenues par Bouygues Immobilier.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 de la société PARADIS sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	32 236
CA	0
Résultat d'exploitation	- 6
Résultat financier	6
Résultat courant avant impôt	0
Résultat net après IS	0

Cette société a pour activité :

- l'acquisition de terrains, biens et droits immobiliers situés à LEVALLOIS PERRET (parcelles cadastrées T160 et G0096) ;
- la construction sur ce terrain, après démolition éventuelle des constructions existantes, en vue de la vente, en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement ou en l'état futur d'achèvement, d'un ensemble immobilier à usage principal de logements en accession libre et de logements sociaux, d'un local commercial et de place de stationnement ;
- accessoirement sa mise en location dans l'attente de sa vente ;
- la conclusion de tout financement en vue de la réalisation du projet et l'octroi de sûretés et garanties dans le cadre du projet.

S - SAS CHARVIN

La SAS Charvin est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139 rue Vendôme, immatriculée le 18 février 2025 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 941 006 272.

La société Compagnie Foncière Whymper SAS détient 600 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Charvin. Les 400 autres actions sont détenues par la SAS CEPRAL PARTICIPATIONS.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 de la société SAS Charvin sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	13 013
CA	229
Résultat d'exploitation	0
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	0
Résultat net après IS	- 37

Cette société a pour activité :

- toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc, ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente d'immeubles et de marchands de biens ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation, l'organisation, le financement et le contrôle sous toutes formes de toutes entreprises ou sociétés et toutes prises de participation ;
- l'acquisition, la souscription, la propriété, la gestion et la disposition de toutes actions, parts et valeurs mobilières ;
- tous conseils, études et prestations d'ordre industriel, technique, commercial, financier, administratif ou autre ;
- la gestion et la réalisation d'opérations de trésorerie et de placements.

1.2 - Variation du périmètre en 2025

Les changements suivants ont eu lieu sur l'exercice 2025 :

- Liquidation de la société URBAN GARDEN en date du 30/09/2025
- Création de la SAS CHARVIN, immatriculée le 18/09/2025 et détenue à hauteur de 60% par CFFS

II. PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE DES COMPTES

2.1- Principes et modalités de consolidation

Depuis le 1er janvier 2021, la BANQUE CANTONALE DE GENEVE applique le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2020-01 du 09 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés.

En application des dispositions de ce règlement, les principes suivants ont été retenus :

- le périmètre de consolidation par intégration comprend les entreprises à structure de comptes différente, dont l'activité se situe dans le prolongement de l'activité bancaire. Ce périmètre comprend ainsi, notamment, les sociétés de promotion immobilière ;
- la notion d'impôts différés est sensiblement élargie, ceux-ci devant être constatés dès lors qu'une différence temporaire est constatée, sans qu'il ne soit tenu compte du caractère probable ou non de la réalisation de la charge correspondante ;
- les entités créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations bancaires ou financières pour le compte de la société mère (entités « ad hoc ») doivent en principe, si la société mère détient le contrôle exclusif, être consolidées par intégration globale.

La directive comptable 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2015-900 et le décret n° 2015-903 publiés au Journal officiel du 23 juillet 2015.

En conséquence, l'Autorité des normes comptables a publié, fin 2015, le règlement n° 2015-08 qui modifie les dispositions relatives aux comptes consolidés des entreprises du secteur bancaire.

2.1.1 - Périmètre de consolidation

Le règlement de l'Autorité des normes comptables 2020-01 impose l'usage de la méthode de consolidation par intégration des participations sous contrôle exclusif ou influence notable dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de la banque.

En dehors des cas qui sont exposés ci-après, une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors que sa consolidation, ou celle du sous groupe dont elle est la tête, présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Les seuils de signification en valeur absolue ne sont pas les seuls critères d'appréciation : il est également tenu compte de l'impact qu'aurait la consolidation d'une entité donnée sur la structure du bilan, du hors bilan et du compte de résultat de l'entité consolidante.

Notion de contrôle exclusif : le règlement 2020-01 définit le contrôle exclusif comme le « pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités ».

Notion de contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Notion d'influence notable : l'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise est présumée lorsque l'entreprise consolidante dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de cette entreprise.

Exclusions du périmètre de consolidation :

Cas d'exclusion : une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque :

- dès leur acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure, en raison notamment :
 - o d'opérations de portage lorsque l'entreprise consolidante ou l'une des sociétés du groupe joue le rôle de porteur,
 - o ou d'opérations d'assistance financière, d'assainissement ou de sauvetage.

Toutefois si le projet de cession ultérieure porte seulement sur une fraction des titres, le contrôle ou l'influence notable est défini par référence à la fraction destinée à être durablement possédée.

- des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise ou les possibilités de transferts de fonds entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Une filiale ou une participation peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque les informations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles.

Lorsqu'une entreprise est ainsi exclue du périmètre de consolidation, ses titres sont comptabilisés en « titres de participation » dans les comptes consolidés.

Le périmètre ainsi constitué répond aux dispositions du règlement de l'Autorité des normes comptables 2020-01.

2.1.2. - Méthodes de consolidation

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, tel que défini par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01 sont intégrées globalement.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidé.

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, telle que définie par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, sont mises en équivalence. Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Les entreprises détenues conjointement avec d'autres associés, au sens du règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, sont consolidées par intégration proportionnelle. Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

L'application des méthodes de consolidation par intégration aux entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement de l'activité bancaire satisfait aux principes généraux de présentation prévu par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, à savoir :

- les postes constitutifs de l'activité intégrée sont présentés dans les postes de même nature déjà présents dans le bilan, hors bilan et compte de résultat consolidés de l'activité bancaire,
- si les postes à caractère bancaire ne sont pas à même de rendre compte des caractéristiques de l'activité intégrée ou si une telle présentation ne permet plus de rendre compte des caractéristiques propres de l'activité bancaire, les postes constitutifs de l'activité intégrée sont présentés, dans le compte de résultat, sous la rubrique "Produits nets des autres activités".

La Banque Cantonale de Genève (France) consolide :

- le groupe CFFS selon la méthode de l'Intégration Proportionnelle conformément au pacte d'actionnaire signé entre tous les associés de CFFS ;
- le groupe COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER selon la méthode de l'Intégration Proportionnelle du fait de l'existence d'un contrôle conjoint.

2.1.3 - Date de clôture des comptes

Les sociétés consolidées ont toutes arrêté leurs comptes au 31 décembre 2025.

2.2 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes des sociétés consolidées sont éventuellement retraités pour harmonisation avec les méthodes du Groupe.

2.2.1. - Retraitements effectués

2.2.1.1. - Elimination des comptes et opérations réciproques

L'élimination des comptes et créances réciproques concerne les sociétés consolidées par intégration globale et proportionnelle, et essentiellement les postes ou opérations suivantes :

- les créances et les dettes,
- les prêts et emprunts,
- les produits et charges financiers.

2.2.1.2. - Retraitement des comptes sociaux

A – Dividendes intra-groupe

La part des dividendes versée par les filiales appartenant au périmètre de consolidation et encaissée par des sociétés du groupe est éliminée du résultat consolidé pour être portée directement en réserves.

B – Cessions intra-groupes

Les plus-values de cession réalisées par les filiales appartenant au périmètre de consolidation sur des sociétés du groupe sont éliminées du résultat consolidé dans la mesure où elles sont significatives.

C - Provisions pour retraite du personnel

Comme prévu par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, le Groupe provisionne les indemnités de départ dues à ses salariés.

La méthode retenue dans le cadre de cette étude est la méthode rétrospective des unités de crédits projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire en fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette méthode est proposée par la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de la retraite, des probabilités de tum over et de survie.

D - Provisions fiscalement réglementées

Ces provisions constatées en vertu de dispositions fiscales sont considérées économiquement non justifiées et font l'objet d'une annulation dans les comptes consolidés.

E - Crédit-bail chez le locataire

En application du principe de prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique et conformément aux principes de consolidation, les contrats de crédit-bail, pour lesquels l'option d'achat sera certainement exercée, font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit. Dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement à crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

Ces traitements s'appliquent également aux contrats de location financière de longue durée.

Au titre de l'exercice, aucun cas d'application n'est à noter.

F - Crédit-bail chez le bailleur

Par analogie avec le traitement chez le locataire, le crédit-bail est considéré comme un mode de financement chez le bailleur. Le retraitement conduit à externaliser l'éventuelle plus-value latente qui s'analyse comme la différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier. Il y a alors comptabilisation d'un impôt différé passif.

Aucun cas d'application n'est à noter sur cet exercice.

G – Marges financières sur stocks

Les marges bancaires intragroupes incluses dans la valeur des stocks du sous-groupe COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISSE ont été éliminées en tenant compte du taux de marge calculé sur la base des données propres à chaque type de financement.

H – Fiscalité différée

Principes généraux :

Les différences temporaires résultant du décalage entre l'imposition (ou la déduction) d'une opération et l'exercice de rattachement comptable ont été dégagées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation. Les flux de l'exercice ont été enregistrés en compte de résultat, selon la méthode du report variable.

En application de la règle de prudence, les déficits reportables ne sont pas retenus dans le calcul de l'impôt différé, sauf circonstances constituant une très forte probabilité d'imputation sur des bénéfices fiscaux futurs.

Au 31 décembre 2025, nous appliquons un taux d'impôt différé de 25%, identique à 2024.

En ce qui concerne les distorsions temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal, les impôts différés tant passif qu'actif font l'objet d'un enregistrement dans les comptes consolidés. C'est notamment le cas pour les provisions non déductibles, comme l'ORGANIC, la participation des salariés et l'étalement des frais de dossiers.

Au 31 décembre 2025, l'impôt différé actif constaté s'élève à 1 755 K€ et se compose des éléments suivants :

- impôt différé sur décalages temporaires (participation, ORGANIC, étalement des frais de dossier, redressement fiscal...) : 1 241 K€
- impôt différé sur retraitement de consolidation (marge interne sur stocks, indemnité de retraite) : 173 K€
- impôt différé sur frais d'acquisition des titres : 43 K€
- impôt différé sur dépréciation d'actif : 298 K€

L'impôt différé passif s'élève à 1 021 K€ à la clôture de l'exercice. Il est composé essentiellement du retraitement des frais de location/commercialisation chez CFFS et de l'ID sur écart d'évaluation GACON.

En cas de résultats déficitaires ponctuels, la fiscalité différée sur les retraitements opérés est constatée. Par contre, en cas de déficits récurrents, la fiscalité n'est plus dégagée en vertu du principe de prudence. Elle l'est de nouveau dès le retour aux profits, à condition que les comptes prévisionnels confirment le redressement.

2.2.2 – Créances des établissements de crédit et engagement par signature

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées par durée initiale ou par la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme des établissements de crédit
- Les comptes ordinaires

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan, correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garanties qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fond.

2.2.3 – Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA applique le règlement du CRC 2002-03 du 12 décembre 2002 sur le risque de crédit, depuis le 1^{er} janvier 2003. Ce dernier a notamment pour conséquence la création de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

Conformément aux dispositions réglementaires applicables dans le cadre des accords de Bâle, la Banque Cantonale de Genève (France) SA utilise l'approche standard du risque de crédit. A cet effet, elle retient les pondérations de la Banque de France pour calculer son risque ajusté.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA utilise principalement les contrats d'assurance-vie comme réducteurs de risque. Elle distingue notamment la part en actif général de celle unitaire de compte, auxquelles sont associées des pondérations spécifiques. La pondération de la part en actif général dépend de la cotation de l'assureur, tandis que la pondération associée aux unités de compte est estimée comme une exposition sur l'OPCVM selon une méthode de risque moyen.

Cette même méthode est retenue pour évaluer la pondération des portefeuilles sous mandat profilés. La valorisation de l'ensemble des actifs est effectuée selon une fréquence trimestrielle.

a) Créances saines

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou une partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions.

a.1) Créances restructurées

La Banque Cantonale de Genève (France) SA définit les créances restructurées comme étant les créances détenues auprès des contreparties présentant des difficultés financières tel que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause ou report d'échéance).

b) Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur les acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits);
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré;
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA distingue les encours douteux compromis et encours douteux non compromis.

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû, plus intérêts échus et non échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites dans la rubrique « créances douteuses ».

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat, destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

En outre, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, conformément aux normes fixées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel, provisionne à 100% les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses.

b-1) Créances douteuses non compromises

Les créances douteuses non compromises sont des créances douteuses qui ne répondent pas à la notion de créance douteuses compromises.

b-2) Créances douteuses compromises

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification des encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours compromis douteux.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

En matière de compromis douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a choisi de provisionner également à 100% les intérêts courus échus et non échus.

c) Dépréciation au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque Cantonale de Genève (France) SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leur coût de réalisation.

d) Traitement comptable des décotes et dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciations pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

e) Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, le détermine avec sa direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

2.2.4 – Actions et autres titres à revenu variable

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement C.R.B 90-01 modifié notamment par les règlements C.R.C 2005-01, 2008-07 et 2008-17 ainsi que par le règlement C.R.C 2002-03 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effet public (bons du trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (autres titres de créances négociables et titres de marché interbancaires), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Les principes comptables adoptés pour ces catégories de titres sont les suivants :

a) Titres de transaction

Ce sont des titres qui, à l'origine sont acquis avec l'intention de les revendre.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « solde des opérations des portefeuilles de négociation »

b) Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

b-1) Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupons courus à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

b-2) Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividende attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique : « revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et fond commun de placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placements sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne et d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte leur risque de contrepartie sont comptabilisées en coût du risque.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « solde des opérations de portefeuille de placement et assimilées » du compte de résultat.

c) Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque cantonale de Genève (France) SA dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer à les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie du titre.

Il n'est constitué de dépréciation des titres d'investissement que si leur valeur de marché est inférieure au prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre de l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-03 sur le risque de crédit.

Elle est enregistrée dans la rubrique : « Coût du risque ».

En cas de cession de titre d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titre pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titre d'investissement des titres antérieurement acquis et des titres à acquérir conformément au règlement CRC 2005-01, hors exception prévu par ce texte et par le CRC 2008-17.

d) Titres de l'activité de portefeuille

Conformément à l'avis 00.09 du Conseil National de la Comptabilité, et à l'instruction 2000-12 de l'Autorité de contrôle prudentiel, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer à sa gestion opérationnelle".

Les titres d'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation des plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique : « soldes des opérations des portefeuilles de placement et assimilées ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA ne détient pas de titres susceptibles de répondre à cette définition au 31 décembre 2025.

e) Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est es timée utile à l'activité de l'établissement de crédit. Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé pour leur prix acquisition frais inclus. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation.

A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Ces moins-values latentes sont l'objet de dépréciation sans compensation des plus-values latentes. La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention.

Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relative à ces titres sont enregistrées sous la rubrique : « résultat net sur les actifs immobilisés ».

2.2.5 – Immobilisations

Le groupe Banque Cantonale de Genève (France) S.A applique le règlement du CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Par conséquent, le groupe Banque Cantonale de Genève (France) S.A. applique à ce titre la méthode de comptabilisation des actifs par composants ; conformément aux dispositions de ce règlement, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle.

En application du CRC 2004-06, le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directes ou indirectes à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

a) Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement et les logiciels acquis sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

La Banque Cantonale de Genève (France) a initié en 2019 un projet de développement global de Service Bancaire Quotidien auprès de ces clients.

Ce projet s'inscrit dans un axe de déploiement plus général de service auprès de sa clientèle Corporate et Rétail.

L'ensemble de ces coûts respectent les critères de comptabilisation des coûts de développement, tels que définis par la réglementation comptable.

Cet actif est composé de plusieurs lots :

- Le 1er et le second lot représentent un montant de 3 261 K€ et ils sont amortis sur une durée de 5 ans à partir du 15/11/2021 pour une date de fin au 15/11/2026.
- Le 3ème lot représente un montant de 129 K€, il est composé de 2 actifs :
 - o Un actif pour un montant de 117 K€, il est amorti sur une durée de 51 mois pour une date de fin au 15/11/2026
 - o Un actif pour un montant de 12 K€, il est amorti sur une durée de 44 mois pour une date de fin au 15/11/2026
- Le 4ème lot représente un montant de 85 K€, il est amorti à partir du 05/12/2024 pour une durée de 5 ans à partir du 9/12/2024.
- Le 5ème lot représente un montant de 330 K€, il est amorti à partir du 01/12/2025 pour une durée de 5 ans à partir du 01/12/2025.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur vénale issue d'une expertise indépendante, alors une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur les durées suivantes :

Constructions	20 à 56 ans	linéaire
Agencements des constructions	10 ans	linéaire
Aménagements, installations	10 ans	linéaire
Mobilier	5 ans	linéaire
Matériel de bureau	5 ans	linéaire
Matériel informatique	3 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ou 5 ans	linéaire

2.2.6 – Activité de promotion immobilière

La valeur brute des stocks comprend le coût de construction, les frais annexes et les frais financiers avant l'achèvement.

Lorsque la valeur de réalisation devient inférieure à la valeur brute, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation des stocks pour parvenir à cette réalisation.

La valeur nette de réalisation du stock correspond à la valeur du prix du marché, déduction faite de la totalité des frais restant à supporter pour parvenir à cette réalisation.

Sur les projets immobiliers, la marge opérationnelle est prise à l'achèvement. En cours de vie du projet, les coûts engagés sont stockés. Le chiffre d'affaires est donc reconnu lors de la livraison du projet de promotion immobilière (VEFA) selon la méthode de l'achèvement.

Au cours de l'exercice, une dépréciation de 1,5 M€ a été comptabilisée sur les actifs immobiliers. Celle-ci a été estimée sur la base des analyses de la valeur de marché des biens concernées. Le taux rendement a été retenu en fonction des caractéristiques des biens concernés, celui-ci se situant entre 4,50% et 6,50%."

2.2.7 – Dettes envers les établissements de crédit et créances à la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, et les créances à la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale et la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit
- Comptes ordinaires
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.2.8 – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support :

- Bons de caisse
- Titres de marché interbancaire
- Titres de créance négociable
- Emprunts obligataires à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif : « Dettes subordonnées »

2.2.9 – Provisions

Le groupe Banque Cantonale de Genève (France) SA, applique le règlement du C.R.C 2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et évaluation des provisions rentrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions peuvent comprendre notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.2.10 – Engagements en matière de retraite et préretraite

L'estimation des indemnités de départ en retraite est valorisée à 133 K€ et fait l'objet d'une provision.

Cette valorisation a été réalisée sur la base de la méthode par unité de crédit projetée recommandée par l'ANC 2013-02 du 07 novembre 2013 modifiée le 05 novembre 2021, prenant en considération les hypothèses suivantes :

- âge limite de départ en retraite : 65 ans
- taux d'actualisation retenu : 3,96%
- taux de rotation des effectifs : 13,87%
- taux de revalorisation des salaires : 3%
- taux de charges sociales : 66%

2.2.11 – Charges et produits exceptionnels

Suite aux règlements « Modernisation des états financiers » n°2022-06 et 2023-03 de l'ANC, le groupe banque Cantonale de Genève (France) SA n'a pas de charges de produits répondant à la nouvelle définition du résultat exceptionnel.

Pas de produits ni de charges directement liées à un événement majeur et inhabituel.

2.2.12 – Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant aux comptes de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, y compris les impôts différés.

Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3.3%.

A noter que CFFS a opté pour le régime fiscal Groupe (intégration fiscale) avec SADENA à compter du 31 décembre 2014, avec NORDEND à compter du 31 décembre 2018 et BREVENT à compter du 31 décembre 2021.

De même, CFW a opté pour le régime fiscal Groupe (intégration fiscale) avec TRIOLET à compter du 31 décembre 2025.

2.2.13 – Engagements en matière de formation

Depuis le 1er janvier 2015, chaque salarié dispose d'un compte individuel de formation.

2.2.14 – Résultat net par action et résultat net dilué par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe de la période par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant la période.

Ce nombre moyen pondéré d'actions en circulation est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, ajusté du nombre d'actions ordinaires rachetées ou émises durant la période. Ce nombre ainsi que le résultat par action est modifié le cas échéant pour tenir compte de l'effet de la conversion ou de l'exercice des actions potentielles dilutives (options, bons de souscriptions d'actions et obligations convertibles émises, etc.).

2.2.15 - Consolidation

Les comptes de la Banque Cantonale de Genève (France) SA sont consolidés par sa maison mère la Banque Cantonale de Genève.

2.2.16 - Evénements postérieurs à la clôture

Le conflit en Iran / Moyen-Orient n'a pas d'impact sur les activités de la Banque Cantonale de Genève France S.A.

2.3. – Comparabilité des comptes**2.3.1 – Changement de méthode comptable**

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés de l'établissement.

2.3.2 – Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est à noter sur l'exercice.

2.3.3 – Evénements significatifs**Entité RSL 2 :**

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a acquis le 3 juillet 2025 à la barre du Tribunal Judiciaire d'Annecy, un immeuble sur la commune de Sévrier pour un montant de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000,00 EUR) hors frais. La Société envisage de céder l'immeuble au plus vite au cours de l'exercice 2026.

Le 15 décembre 2025, à la suite d'une cession à titre de dation en paiement d'une créance par la société ANAHOME IMMOBILIER au profit de RHÔNE SAÔNE LÉMAN II, cette dernière a acquis un bien sis à RILLIEUX-LA-PAPE (69140), 392 rue des Mercières, valorisé à un montant de TROIS MILLIONS CENT MILLE EUROS (3 100 000,00 EUR).

Entité 3PAP :

À la suite du débouclage de l'opération, la cession de l'actif a généré une plus-value de 3 908 K€ sur l'exercice.

III. EXPLICATION DE CERTAINS POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

Actions et autres titres à revenus variables

	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissements	Titres de l'activité de portefeuille
Actions et autres titres à revenu variable		0		
Créances rattachées				
Total	0	0	0	0

Le portefeuille de placement a été cédé en septembre 2010.

Le groupe Banque Cantonale de Genève France SA n'est pas exposée de façon directe ou indirecte aux risques souverains, notamment des pays de la zone euro.

Répartition des créances sur opérations interbancaires, envers la clientèle, et opérations sur titres

Poste de l'actif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Créances	Provisions	Total au 31/12/2025	Total au 31/12/2024
<u>Créances sur les établ. de crédits</u>								
- à vue	8 044				8 044		8 044	16 173
- à terme								
- Créances rattachées								
	8 044	0	0	0	8 044		8 044	16 173
<u>Créances envers la clientèle</u>								
- Créances commerciales		624			624		624	1 724
- Autres concours à la clientèle*	123 076	143 028	433 573	245 381	945 058		945 058	940 798
- Créances rattachées	2 841				2 841		2 841	3 419
- Etalement des commissions (1)	-2 274				-2 274		-2 274	-2 368
- Provisions**						-8 439	-8 439	-11 315
	123 643	143 652	433 573	245 381	946 249	-8 439	937 810	932 258
<u>Créances représentées par un titre</u>								
- Obligations et autres titres à revenu fixe								
- Effets publics et valeurs assimilées								
- Provisions								
	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Dont Opérations de crédit bail (encours financiers)</u>								
- Crédit bail mobilier								
- Crédit bail mobilier douteux								
- Provisions								
	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) : Conformément à l'ANC 2014-07

*Dont créances douteuses non compromises :

24 152 K€

*Dont créances douteuses compromises :

851 K€

25 003 K€

** Dont provisions sur créances douteuses non compromises :

- 7 586 K€

** Dont provisions sur créances douteuses compromises :

- 851 K€

- 8 437 K€

Variation des provisions sur créances douteuses compromises :

	2025	2024	Variation
Créances douteuses compromises	-851	-1 472	- 41%

Détail des titres de participation non consolidés

Désignation des valeurs	Valeur brute	Provision	Valeur nette
CFSG	305	0	305
OSEO / BPI	5	0	5

FGDR	25	0	25
TOTAL	335	0	335

Les informations relatives aux sociétés non consolidées sont les suivantes :

En K€	Capital social	Montant des capitaux propres (y compris capital social + rt exercice)	Résultat du dernier exercice connu
CFSG (1)	12 075	19 358	407
FGDR (1)		5 414 552	-

(1): Derniers comptes disponibles au 31 décembre 2024

En M€	Capital social	Montant des capitaux propres (y compris capital social)	Résultat du dernier exercice connu
BPI France (1)	5 440	28 868	897

(1): Derniers comptes consolidés disponibles au 31 décembre 2024

Immobilisations au 31/12/2025

Rubriques	Année 2025					Valeur fin d'exercice
	Valeur début d'exercice	Variation de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	
TITRES DE PARTICIPATION :						
Valeurs Brutes	338			- 3		335
Avances consolidables						
Provisions						
CREANCES RATTACHEES	5 236			- 471		4 765
VALEURS NETTES AU BILAN	5 574		-	- 474		5 100

Variation actif immobilisé (brut)	Ouverture	Variation de périmètre	Acquisitions	Virement	Sortie	Clôture
Immobilisations incorporelles	4 914		330	- 44	- 255	4 945
Immobilisations corporelles	25 456		5 777		- 13 844	17 389
TOTAL	30 370		6 107	- 44	- 14 099	22 334

Variation actif immobilisé (amortissement)	Ouverture	Variation de périmètre	Dotations	Virement	Sortie	Clôture
Immobilisations incorporelles	3 428		714		- 242	3 900
Immobilisations corporelles	7 457		944		- 4 184	4 217
TOTAL	10 885	-	1 658	-	- 4 426	8 117

Dépréciation sur immobilisation corporelles						348
VALEURS NETTES AU BILAN	19 485					13 869

Dont immobilisations incorporelles 1 045

Dont immobilisations corporelles (1) 12 824

(1) Les immobilisations corporelles sont composées à hauteur de 11 533 K€ de biens destinés à être vendus se détaillant ainsi :

Valeur brute : 13 731 K€

Amortissements au 31/12/2025 : - 1 850 K€

Dépréciation au 31/12/2025 : - 348 K€

Ventilation des autres actifs

Autres actifs	31/12/2025	31/12/2024
Etat	1 041	2 523
Comptes courant d'associés	262	236
Débiteurs divers	2 403	2 469
TOTAL	3 706	5 228

Compte de régularisation actif	31/12/2025	31/12/2024
Charges constatées d'avance	374	351
Produits à recevoir	109	157
Comptes de régularisation divers	433	305
TOTAL	916	813

Evolution des postes d'impôts différés

EN K€	31/12/2024	Variation % d'intérêts	Variation	Virement de poste à poste	31/12/2025

Impôts différés actif				
Provision IDR	28		5	33
Décalage temporaire	1 247		- 6	1 241
Eliminations marge intra-groupe	92			141
Frais acquisition titres	43		49	43
Dépréciation actif			297	297
TOTAL IDA	1 410		345	1 755
Impôts différés passif				
Dans le sous-groupe CFFS :	994		10	1 004
Amortissements dérogatoires				
Décalage temporaire	36		10	46
Ecart évaluation	27		0	27
	931		0	931
Dans le sous-groupe CFW :				
Amortissements dérogatoires	2		15	17
Décalage temporaire	2		1	3
			14	14
TOTAL IDP	996		25	1 021
IMPOTS DIFFERES NETS	- 414		- 320	- 734

**Dettes sur opérations interbancaires avec la clientèle, et
opérations sur titres et dettes subordonnées**

Pour mieux favoriser son essor et tenir dûment compte des normes réglementaires plus restrictives en matière de contrôle de grands risques, à compter du 1er janvier 1999, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis, dans le courant du dernier trimestre 1998, un emprunt subordonné de 7 622 milliers d'euros, entièrement souscrit par sa maison mère, remboursé en date du 27/10/2004.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 10 500 milliers d'euros à échéance du 27/06/2017.

Cet emprunt subordonné a été renégocié une première fois le 31 mai 2012, pour son montant, à échéance 27 juin 2022 puis il a été remboursé le 21 juin 2017.

Le 21 juin 2017, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis un nouvel emprunt subordonné de 10 500 milliers euros, à échéance 21 juin 2027. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA.

Cet emprunt subordonné a été remboursé par anticipation le 30/03/2023.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 20 000 milliers d'euros à échéance du 30/03/2023. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA.

Au titre de l'article 4.d du règlement n°90-02 du C.R.B.F, cet emprunt subordonné est pris en compte dans les fonds propres prudentiels de la banque.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA se réserve, en tout temps, la prérogative de pouvoir convertir tout ou partie du montant de l'emprunt subordonné souscrit par elle-même, sous la forme de quote-part à une augmentation du capital social.

Poste du passif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Total au 31/12/2025	Total au 31/12/2024
<u>Dettes envers les établ. de crédits</u>						
- Comptes ordinaires débiteurs	0				0	10 000
- Comptes à terme	630				630	895
- Dettes rattachées sur emprunts	5 324	22 196	225 404	532 769	785 693	771 077
- Emprunts à terme						
	5 954	22 196	225 404	532 769	786 323	781 972
<u>Dettes envers la clientèle</u>						
- Comptes ordinaires créditeurs						
- Autres dettes envers la clientèle						
- à vue	42 146				42 146	40 223
- à terme	27 711	29 466	2 360	0	59 537	68 953
- Titres donnés en pension livrée						
	69 857	29 466	2 360	0	101 683	109 176

Dépréciations au 31/12/2025

Dépréciations	Ouverture	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Créances clientèle	11 315		2 350	- 5 226	8 439
Opérations de crédit-bail					
Portefeuille titres					
Participations et TIAP					
Autres					
TOTAL	11 315	-	2 350	- 5 226	8 439

Ventilation des autres passifs et impôts différés passifs

31/12/2025	31/12/2024
------------	------------

AUTRES PASSIFS :

Fournisseurs, fournisseurs d'immo. & BPI	3 275	5 468
Dettes fiscales et sociales	2 525	1 486
Créditeurs divers	818	984
Gage espèce	3 676	3 676
TOTAL	10 294	11 614
Impôts différés passif	1 021	997
TOTAL	11 315	12 611

COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF :

Produits constatés d'avance *	116	69
Charges à payer	3 490	3 686
Autres comptes de régularisation	2 212	3 140
TOTAL	5 818	6 895

* Etalement des commissions frais de dossier reclassées en créances à la clientèle pour un montant de 1 284 K€ en 2025, conformément à l'ANC 2014-07.

Ecarts d'acquisition des titres de participation

NEANT

Provisions au 31/12/2025

Provisions inscrites au passif	Ouverture	Variation	Dotations	Reprises	Clôture
Retraite	114		19		133
Autres	1 941		10	- 1 340	611
TOTAL	2 055		29	- 1 340	744

Variation des capitaux propres consolidés

GROUPE	Capital *	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Dividendes	Autres	Total des capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31/12/2023	50 000	54 970	11 115	-	- 5	116 080
Affectation du résultat		10 205	- 11 115	910		-
Autres					3	3
Dividendes				- 910		- 910
Résultat de l'exercice			7 527			7 527
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31/12/2024	50 000	65 175	7 527	-	- 2	122 700
Affectation du résultat		6 761	- 7 527	766		-
Autres					1	1
Dividendes				- 766		- 766
Résultat de l'exercice			7 857			7 857
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31/12/2025	50 000	71 936	7 857	-	- 3	129 790

MINORITAIRES	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Dividendes	Variation de périmètre et autres	Total des capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31/12/2023	845	28	-	- 672	201
Affectation du résultat	7	- 28	21		-
Dividendes			- 21		- 21
Résultat de l'exercice		213			213
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31/12/2024	852	213	-	- 672	393
Affectation du résultat	13	- 213	200		-
Dividendes			- 200		- 200
Autres				1	1
Résultat de l'exercice		- 54			- 54
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31/12/2025	865	- 54	-	- 673	138

Le capital de la Banque Cantonale de Genève (France) SA est détenu pour 100% par la Banque Cantonale de Genève (hors actions détenues par les membres du Conseil de Surveillance).

* Le capital social est composé de 1.000.000 actions de 50€.

Opérations sur instruments financiers à terme

NEANT

Intérêts et produits assimilés

Intérêts et produits assimilés	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts sur compte de la Banque de France	467	1 067
Intérêts sur comptes & emprunts BCGE	16	114
Intérêts sur autres comptes (Natixis, Société Générale)	10	38

Sur opérations avec les Ets de crédits		493	1 219
Intérêts sur encours crédits sains		38 440	46 487
Indemnisation rbt anticipé		536	13
Intérêts sur avance en compte courant		79	125
Intérêts sur encours crédits douteux et provisionnement des intérêts		1 034	2 087
Provisionnement des intérêts		301	-467
Produits sur engagement hors bilan		2 052	1 805
Étalement des commissions *		1 152	1 105
Sur opérations avec la clientèle		43 594	51 155
Autres intérêts et produits assimilés		31	98
Autres intérêts et produits assimilés		31	98
TOTAL DES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS		44 118	52 472

*Reclassement conformément à l'ANC 2014-07

Intérêts et charges assimilées

Intérêts et charges assimilées	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts & frais sur comptes nostri Banque Cantonale de Geneve	28	35
Intérêts & frais sur autres comptes à vue	0	0
Intérêts sur emprunts et comptes à terme	17 305	24 683
Intérêts sur dette subordonnée	766	1 059
Sur opérations avec les Ets de crédits	18 099	25 777
Intérêts sur comptes à terme placement client	603	1 334
Sur opérations avec la clientèle	603	1 334
Autres intérêts et charges assimilés	1 260	1 151
Sur opérations avec la clientèle	1 260	1 151
TOTAL DES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	19 962	28 262

Commissions

	31/12/2025		31/12/2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Commissions sur op. interbancaires	47		34	
Autres produits sur op. de services financiers	142	2 183	122	2 384
Commissions sur op. avec la clientèle *		726		436
Total	189	2 909	156	2 820

*L'application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 a donné lieu à la comptabilisation d'un retraitement. L'impact de l'étalement des produits de commissions est de 1 284 K€ pour 2025.

Ventilation des frais de personnel et frais administratifs

	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	5 690	5 565
Charges sociales	3 458	3 161
Charges de retraite	19	19
Litige salarié - CFFS	-	13
Autres	69	79
Participation (y compris forfait social)	301	266
Impôts et taxes sur rémunérations	873	810
Total frais de personnel	10 272	9 913
Impôts et taxes	640	724
Services extérieurs	7 330	7 360
Total des frais administratifs	7 970	8 084
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	18 242	17 997

Au titre de l'année 2025, le montant de jetons de présence versé s'élève à 79 130 €.

Ventilation des autres frais

Autres frais administratifs	31/12/2025	31/12/2024
Autres Impôts et taxes	640	724
Redevances et location	959	995
Commissions d'intermédiaires	0	0
Audit interne B.G.C.E	118	173
Sous-traitances informatiques *	3 965	3 898
Assurances	67	67

Marketing et communication	606	564
Telecom et électricité	98	108
Honoraires	570	509
Formations et cotisations	136	155
Frais d'actes et de contentieux	107	49
Recrutements et personnels intérimaires	53	116
Autres frais BCG et CFFS	651	726
	7 970	8 084

Effectif Moyen

	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	53	54
Non Cadres	28	29
Total	81	83

Coût du risque

	31/12/2025	31/12/2024
DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 936	2 523
Provisions sur créances douteuses	1 700	2 056
Autres provisions	236	259
Dotation provisions R&C	0	208
REPRISES DE PROVISIONS	-4 208	-1 871
Reprises de provisions sur créances douteuses	-3 921	-1 310
Créance amortie	0	0
Autres reprises de provisions	-287	-561
Reprise provision R&C	0	0
VARIATIONS DES PROVISIONS	3 564	169
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	0	0
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	3 572	520
Récupérations sur créances amorties	-38	-357
Autres	30	6
COÛT DU RISQUE	1 292	821

Résultat Exceptionnel

	31/12/2025		31/12/2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits exceptionnels				59
Charges exceptionnelles			- 67	
	-	-	- 67	59

Impôt sur les bénéfices

COMPTE DE RÉSULTAT	31/12/2025	31/12/2024
Impôts comptabilisés dans les comptes sociaux	3 167	3 011
Variation fiscalité différée	- 320	- 158
Charge IS compte de résultat consolidé	2 847	2 853

Analyse de la charge d'impôt

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net retraité	7 803	7 741
Impôt sur les bénéfices et impôts différés (compte de résultat)	2 847	2 853
Ecart d'acquisition	-	-
Différences permanentes + déficits non activés	456	618
BASE D'IMPOT THEORIQUE	11 106	11 212
Impôt sur les bénéfices au taux théorique de 25%	2 777	2 803
Contribution additionnelle 3,3%	68	46
Incidence changement de taux ID	-	-
Crédit impôt	-	-
Régularisation IS (social), impôt sur distribution, autres ...	2	4
IMPÔT RÉEL	2 847	2 853

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes de BCG EF (*)

En €	Deloitte	PWC
Honoraires afférant à la certification des comptes	53 000	53 000

Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (**)	-	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-	-
Total pour 2025	53 000	53 000

(*) hors honoraires des CAC du sous-groupe CFFS et CFW
(**) pour les missions prévues au II de l'article L.821 -54 du code de commerce

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale **BANQUE CANTONALE DE GENEVE** (France)
20, Place Louis Pradel
69001 Lyon

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société **BANQUE CANTONALE DE GENEVE** (France) relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l’annexe 2.3.1 aux comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation des prêts (immobiliers et entreprises)

Risque identifié	Notre approche d’audit
------------------	------------------------

<p>Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose Banque Cantonale de Genève France SA à une perte potentielle si son client se trouve dans l'incapacité éventuelle de faire face à ses engagements financiers.</p> <p>Banque Cantonale de Genève France SA constitue ainsi des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes.</p> <p>Banque Cantonale de Genève France SA a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles, qui sont évaluées à dire d'expert, en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés, comme indiqué en note I n°2 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les crédits comptabilisés au bilan au 31 décembre 2025 s'élèvent à 946,2 millions d'euros, en valeur brute. Les dépréciations individuelles relatives aux encours douteux et contentieux s'élèvent à 8,4 millions d'euros.</p> <p>Le coût du risque sur l'exercice clos au 31 décembre 2025 est une dotation nette de 1,3 millions d'euros.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle constituait un point clé de l'audit compte tenu des montants en jeu, du niveau de jugement exercé par la direction et nécessaire à leur détermination, dans un contexte économique incertain.</p>	<p>Sur la base de notre évaluation du risque, nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de Banque Cantonale de Genève France SA relatif à l'appréciation du risque de crédit et testé les contrôles clés en matière de dépréciations du portefeuille de prêts et créances à la clientèle. Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses retenues par la direction à cet égard. Nos travaux comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'appréciation du dispositif de revue en place par Banque Cantonale de Genève en France en ce qui concerne la dépréciation des crédits ; • la revue des comités de crédits afin de s'assurer que le processus fait l'objet d'une supervision appropriée par la gouvernance ; • sur la base d'un échantillon de prêts, la réalisation de tests substantifs relatifs à l'évaluation des dépréciations nettes des garanties, le cas échéant, et à l'obtention de la documentation sous-tendant le jugement de la direction ; • la vérification pour les encours des prêts des rapprochements entre les éléments de gestion et la comptabilité. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe aux comptes relatives au risque de crédit.</p>
---	---

Activité immobilière – Evaluation et classification

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Le groupe BCGEF détient des participations dans différentes sociétés à vocation immobilière qui portent des biens immobiliers en développement ou construits. Ces sociétés étant intégrées proportionnellement, ces biens immobiliers figurent, à l'actif du bilan consolidé au 31 décembre 2025, en promotion immobilière pour un montant de 54 M€ et en immobilisations corporelles pour un montant de 13 M€ (valeur nette d'amortissement).</p> <p>Des dépréciations sont comptabilisées quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle de ces actifs correspond à leur valeur de marché estimée par le management.</p> <p>Les valeurs des biens retenues par le management, estimées sur la base de plusieurs approches, prennent notamment en considération les données locatives, les transactions récentes du marché immobilier et leur taux de rendement initial. La classification de ces actifs en stocks ou immobilisations corporelles repose sur l'intention et l'horizon de revente déterminé par le management. Pour ces biens, lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable, une provision est constatée.</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation du risque de perte de valeur de ces actifs comme un point clé de l'audit en raison du caractère significatif de ce poste au regard des comptes consolidés, du degré de jugement important relatif à la détermination des principales hypothèses utilisées et du caractère significatif de la sensibilité de la valeur de marché des actifs immobiliers à ces hypothèses.</p>	<p>Sur la base de notre évaluation du risque, nous avons pris connaissance du dispositif de revue mis en place par la direction de Banque Cantonale de Genève en France en ce qui concerne la dépréciation des actifs immobiliers, et apprécié celui-ci.</p> <p>Nous nous sommes également entretenus avec les auditeurs des filiales à vocation immobilière et le management pour appréhender l'environnement de marché prévalant au 31 décembre 2025 et prendre connaissance des faits marquants pouvant avoir une incidence sur l'évaluation ou la classification des actifs immobiliers.</p> <p>Nous avons obtenu la restitution des travaux des auditeurs des filiales à vocation immobilière sur l'évaluation des biens détenus par ces filiales, qui incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une revue analytique des valorisations ; • une appréciation de la documentation établie par le management sur son évaluation, et les éventuelles expertises immobilières externes ; • l'obtention d'un échantillon de rapports d'expertise immobilière, sur lesquels a été effectué un examen critique des méthodes d'évaluations utilisées, des paramètres de marché (taux de rendement, taux d'actualisation, valeurs locatives de marché) retenus et des hypothèses propres aux actifs et réalisation de tests, sur base de sondages, des données utilisées (budgets de travaux et situations locatives) <p>Nous avons vérifié le niveau de dépréciation comptabilisé au titre des pertes de valeur.</p> <p>Nous nous sommes assurés que la classification dans les comptes consolidés de BCGEF des actifs détenus par les filiales à vocation immobilière respecte les principes et méthodes comptables français.</p> <p>Nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion¹ du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE (France) par votre assemblée générale du 25 avril 2025 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 31 mai 2006 pour le cabinet Deloitte & ASSOCIES.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers était dans la 1^{ère} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & ASSOCIES dans la 20^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Marseille et Paris, le 8 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit DELOITTE & ASSOCIES

Frank Vanhal

Anne Elisabeth Pannier

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.